



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

réservoirs X.PAUCHARD

1, Bd X. Pauchard
71400 Autun

Références : CL/NM/2026/M_119
Code AIOT : 0024700014

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement réservoirs X.PAUCHARD implanté 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2026, la DREAL Bourgogne-Franche-Comté a relancé une opération régionale ciblée du 1^{er} mars au 30 avril pour inspecter la gestion des produits chimiques dans certaines ICPE.

Cette campagne vise à vérifier le respect des règles concernant le stockage des produits dangereux, en application des règlements REACH et CLP. Lors des contrôles, l'inspection des installations classées a examiné par sondage les conditions de stockage, la conformité des fiches de données de sécurité (FDS) et le respect de leurs consignes de sécurité, notamment pour éviter les risques d'incompatibilité entre produits. L'inspection a inclus un contrôle visuel des zones de

stockage et de l'étiquetage, ainsi qu'une vérification de l'état des stocks.
La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de cette opération régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- réservoirs X.PAUCHARD
- 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun
- Code AIOT : 0024700014
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement produit des cuves destinées à contenir des fluides sous pression. La production peut être réalisée en série (volume de 50 litres à 5000 litres - pression jusqu'à 11 bars) ou sur mesure (les volumes et pressions peuvent alors être supérieures).

Les activités réalisées principalement sur le site sont des opérations :

- de travail des métaux : découpe, poinçonnage, pliage, cylindrage, emboutissage ;
- de traitement de surface : décapage, fluxage, galvanisation (jusqu'à une capacité de 5000 litres).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure une gestion globalement satisfaisante des produits dangereux qu'il est susceptible de stocker sur son site. Néanmoins, deux actions correctives et une justification sont attendues :

- consolidation de l'état des stocks ;
- étiquetage des récipients ;
- adaptation des moyens d'extinction incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 - Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure le suivi des stocks via une extraction en temps réel de son logiciel ERP, alimenté par le magasinier. Si ce dispositif est techniquement robuste, il présente un inconvénient de taille : l'absence d'intégration des flux de déchets dangereux (non-conformité).</p> <p>Bien que les vérifications sur le terrain confirment la cohérence globale des stocks, une mise à jour de l'outil est nécessaire pour garantir la concordance de la grandeur physique utilisée sur les contenants (masse ou volume) et celle enregistrée dans le logiciel.</p> <p>Enfin, afin d'optimiser l'exploitation de cet état en situation de crise, il est recommandé de</p>

restructurer le document en s'appuyant sur les préconisations de la circulaire France Chimie T661 pour en améliorer la lisibilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera connaître à l'inspection les décisions prises et les mesures engagées suite au constat ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »
Constats : L'exploitant s'appuie sur les FDS établies par les fournisseurs ou fabricants des substances. Il a instauré une procédure de révision périodique auprès d'eux tous les quatre ans afin de s'assurer de bien disposer de la dernière version en vigueur. Enregistrées sur le serveur, elles sont à disposition des salariés sur l'ensemble des PC de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers;

3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les trois FDS consultées en séance relatives aux codes produits SPP SNM, 1428/1.004 et 113970 comprennent l'ensemble des 16 rubriques prévues par le règlement REACH et les numéros d'enregistrement des substances composant les mélanges. Les pictogrammes de dangers présents sur l'étiquetage du GRV du SPP SNM sont cohérents avec ceux de la FDS. Cependant, plusieurs mentions de dangers n'apparaissent pas (non-conformité) : - H304 : Dangers par aspiration, cat. 1 ; - H351 : Cancérogénicité, cat. 2 ; - H336 : Toxicité pour certains organes cibles cat. 2 ; - H373 : Toxicité pour certains organes cibles cat. 3 ; - H412 : Toxicité chronique pour le milieu aquatique, cat. 3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera du fournisseur du mélange pour éclaircir le sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 5.1 mesures de lutte contre l'incendie ;
Constats : Le produit référencé 113970 est conditionné sous forme d'aérosol. Le stock présent lors de la

visite s'élève à un peu plus d'une centaine d'unités. Pour lutter contre l'incendie de ce type de mélange, la FDS impose d'utiliser de la poudre spéciale pour incendie de métaux. Or, le moyen de premier secours situé à proximité est un extincteur à eau avec additif SC-6, dont la compatibilité n'est clairement pas établie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assurera que l'agent d'extinction est adapté au produit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée :
Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
Constats :
Les conditions de stockage prévues dans les trois FDS sondées ont bien été prises en compte. Toutefois, lors de la visite du hall d'expédition, plusieurs bidons de résine époxy, récemment réceptionnés, étaient entreposés sur palettes à même le sol sans dispositif de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant veillera à rapidement placer sur rétention les bidons neufs de résine epoxy lorsque ceux-ci lui sont livrés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions régionales, Rétention
Prescription contrôlée :
- <u>article 25-II dernier alinéa</u> : « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».
- <u>rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles</u>
<i>Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet</i>

de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage mises en œuvre au sein de l'établissement n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite